

Audience publique du 15 septembre 2010

Recours formé par
Monsieur ...,
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de protection internationale

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26776 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 1^{er} avril 2010 par Maître Nathalie Nimesgern, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Biélorussie), déclarant être de nationalité et de citoyenneté biélorusse, demeurant actuellement à L-..., tendant, d'une part, à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 19 février 2010 portant refus de sa demande de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 5 mai 2010 par le délégué du gouvernement ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Nathalie Nimesgern et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Paul Reiter en leurs plaidoiries respectives.

Le 23 avril 2009, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée la « loi du 5 mai 2006 ».

Le même jour, il fut entendu par un agent de la police judiciaire, section police des étrangers et des jeux de la police grand-ducale sur son identité et sur son itinéraire de voyage suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

En date des 15 mai, 5 et 25 juin, 3 et 10 juillet, 9 et 17 novembre et 7 et 17 décembre 2009, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère des Affaires

étrangères et de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 19 février 2010, envoyée par lettre recommandée le 1^{er} mars 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, désormais en charge du dossier, désigné ci-après par « le ministre », informa l'intéressé que sa demande de protection internationale avait été rejetée comme non fondée. Cette décision est libellée comme suit :

« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 23 avril 2009.

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, votre demande de protection internationale a été évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de (...) celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 23 avril 2009 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration daté des 15 mai, 5 juin, 25 juin, 3 juillet, 10 juillet, 9 novembre, 17 novembre, 7 décembre et 17 décembre 2009.

Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que vous auriez quitté la Biélorussie le 20 avril 2009 pour aller, dans la voiture d'un certain ..., à Brest / Biélorussie. Ensuite, vous auriez été caché dans la remorque d'un camion, dans une caisse garnie d'un matelas. Le 22 avril 2009, le chauffeur vous aurait laissé au Luxembourg, pays que vous auriez choisi pour déposer votre demande de protection internationale. Vous auriez versé 3.000 dollars à ce ... pour payer votre voyage.

Il résulte de vos déclarations à l'agent ministériel que vos problèmes auraient commencé vers la fin des années '90. Votre frère, ..., aurait été membre de la Sûreté de l'Etat, l'OSB, et plus particulièrement le responsable des relations russo-biélorusses. Votre frère vous aurait engagé comme collaborateur hors-cadre c'est-à-dire, en pratique, comme garde du corps. Cependant, votre épouse et vous-même auriez exploité un commerce de viande sur un marché.

Vous expliquez que, à cette époque-là, il y aurait eu des problèmes dans les relations entre les Russes et les Biélorusses aux niveaux politiques et économiques. Actuellement, la Biélorussie disposerait d'un service de renseignements, type KGB, entièrement biélorusse et les membres de ce nouveau service chercheraient à éliminer les collaborateurs de l'ancien service. Votre fonction de garde du corps de votre frère vous aurait valu de multiples arrestations et mauvais traitements de la part d'« une haute administration des autorités ». Vous auriez été arrêté trois fois en 2009 et maltraité. Pour que vous donniez des renseignements sur votre frère, on vous aurait frappé sur la tête et

sur la plante des pieds avec une matraque. Vous auriez été arrêté en tout dix fois mais vous ne savez plus du tout à quelles périodes. Dans l'audition du 10 juillet, vous dites avoir même été emprisonné pendant trois ans. Vous pensez avoir été une fois hospitalisé mais vous ignorez quand et pourquoi.

Peu de temps avant votre départ de Biélorussie, votre frère vous aurait remis un CD ou un DVD que vous auriez enterré avec vos documents d'identité non loin de votre maison. En effet, ... vous aurait demandé de ne pas emporter vos documents. Peu de temps après, votre frère aurait été tué. Auparavant, il lui serait déjà arrivé de disparaître pendant cinq ans sans que personne n'ait de ses nouvelles. Une autre fois, il aurait disparu pendant trois ans et trois mois. Vous pensez que ces disparitions étaient liées à son emploi à l'OSB. Vous précisez que des personnes se présentant comme des collègues de votre frère vous auraient téléphoné pour vous annoncer sa mort. Cependant, son décès n'aurait jamais été confirmé officiellement et aucune cérémonie n'aurait été organisée, ce qui ferait que vous ne croyez pas à son décès.

Finalement, vous dites avoir participé avec votre épouse à une manifestation d'entrepreneurs (de commerçants) et à cette occasion, un milicien aurait bousculé votre épouse. Vous auriez réagi en le bousculant à son tour et vous auriez été placé en garde-à-vue mais relâché le jour suivant par le KGB, envoyé par votre frère. Dans une audition subséquente, vous dites avoir été arrêté à cette occasion pendant trois jours. Cet événement aurait eu lieu mi-janvier 2008. Vous dites avoir dû divorcer de votre épouse pour lui éviter des représailles en relation avec vos problèmes.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Or, les faits que vous alléguiez ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.

Je relève d'abord que vous êtes dépourvu de tout document d'identité et le fait que vous les ayez tous enterrés à la demande de ... est peu crédible, alors que vous auriez pu simplement les laisser à votre mère ou à votre épouse.

Je note aussi que votre récit est confus et contradictoire d'une audition à l'autre. Par exemple, vous êtes incapable de donner des dates un tant soit peu précises concernant vos arrestations. Dans l'audition du 10 juillet vous parlez tout d'un coup d'une arrestation de trois ans alors que vous n'y aviez pas fait allusion avant. Quand l'agent vous confronte avec ce fait curieux, vous dites vous auriez (sic) tout oublié car on

vous aurait fait des injections – plus loin, vous parlez de médicaments - pour que vous perdiez la mémoire. Il est cependant peu crédible qu'on vous ait donné des médicaments ou qu'on vous ait fait des injections pour vous faire tout oublier alors que ceux qui vous auraient interrogé auraient eu besoin de renseignements, notamment quant au CD ou DVD remis par votre frère.

Vous êtes aussi incapable de dire quand votre frère aurait disparu précisément, quand il vous aurait remis le CD ou DVD et même de dater le coup de téléphone vous annonçant sa mort. De plus, vous ignorez l'adresse de votre frère et vous doutez du prénom de votre belle-sœur mais à la fin de vos auditions, vous dites qu'ils auraient vécu en Ukraine.

Ainsi, on remarque qu'au début des auditions, vos propos sont encore clairs mais que vous invoquez des pertes de mémoire au moment où les questions de l'agent deviennent plus précises.

Quoi qu'il en soit, je relève que votre fonction de garde du corps de votre frère – en supposant cela établi - ne vous plaçait pas dans une position particulièrement exposée. De plus, vous n'aviez pas été engagé par l'OSB mais vous ne faisiez qu'aider votre frère. Comme vous aviez aussi votre fonds de commerce de viande, dans lequel vous étiez impliqué, on peut en conclure que votre travail pour votre frère était sporadique. Il l'était d'autant plus que celui-ci disparaissait régulièrement pour de longues années. Il est donc peu vraisemblable que des membres du nouveau KGB cherchent à vous nuire ou à vous éliminer.

Il est de même invraisemblable que les autorités et notamment le nouveau KGB poursuivent ou aient tué votre frère alors que vous dites qu'il ne vivait plus en Biélorussie mais en Ukraine, même si vous êtes incapable de donner son adresse et que vous doutez même du prénom de son épouse.

Quant aux séquelles de mauvais traitements, notamment au niveau des pieds, elles restent à l'état de supposition d'autant plus qu'elles me semblent incompatibles avec le fait que vous jouiez au football à Luxembourg.

Il résulte de ce qui précède que vos dires sont trop peu crédibles pour que l'on puisse y ajouter foi. Tout au plus, peuvent-ils refléter un sentiment d'insécurité mais pas une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève et de la loi du 5 mai 2006 précitée.

Quant à la situation générale en Biélorussie, elle est en train d'évoluer favorablement. L'Union européenne a suspendu ses sanctions à l'encontre de LOUKACHENKO et renoué les contacts politiques avec Minsk après la libération de détenus qui étaient considérés comme « politiques » par l'occident et après la disparition de journaux d'opposition.

Ainsi, vous n'alléguez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte fondée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. Ils ne justifient donc pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.

Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection (...) ».

Par requête déposée le 1^{er} avril 2010 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 19 février 2010 portant refus de sa demande en obtention d'une protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ministérielle.

1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, une demande en réformation a valablement pu être dirigée contre la décision ministérielle déférée.

Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de sa demande, Monsieur ... fait d'abord valoir que son mandataire avait sollicité la communication du dossier administratif auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, en date du 16 mars 2010, mais que seule une partie du dossier lui aurait été communiquée. En effet, une partie des pièces remises aux autorités par lui, dont notamment un DVD, n'auraient pas été remises à son mandataire. Or, en vertu de l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par

« le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », tout administré aurait droit à la communication intégrale de son dossier.

Le demandeur soutient encore qu'un entretien téléphonique avec un agent du ministère lui aurait révélé que le DVD précité n'aurait pas été traduit par les services du ministre, qui aurait donc pris sa décision de refus sans prendre en compte l'ensemble des pièces dont il disposait.

Le délégué du gouvernement précise que le ministre aurait tenu compte de l'entière du dossier du demandeur, y compris du DVD qui aurait été visionné et dont le résultat figurerait au dossier. Or, cette pièce ne présenterait pas beaucoup d'intérêt pour l'analyse du cas du demandeur. Par ailleurs, le mandataire du demandeur aurait reçu copie de l'intégralité du dossier.

Aux termes de l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 : « *Tout administré a droit à la communication intégrale de son dossier relatif à sa situation administrative, chaque fois que celle-ci est atteinte, ou susceptible de l'être, par une décision administrative prise ou en voie de l'être. (...)* ».

Cette disposition édicte certes que tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative, cette notion de communication impliquant nécessairement celle de faire connaître les éléments du dossier à l'administré dans l'optique de la transparence, du dialogue et de la collaboration accrues entre les administrés et les administrations à la base de la prise des décisions administratives individuelles, selon le vœu ayant présidé à l'élaboration de la loi du 1^{er} décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse et du règlement grand-ducal du 8 juin 1979. Il convient cependant de relever que la communication du dossier administratif n'est pas une condition de légalité d'une décision administrative qui a été prise préalablement à une demande de communication du dossier administratif, étant relevé que la communication du dossier suite à une telle demande n'a aucune incidence sur la décision d'ores et déjà prise¹.

En l'espèce, force est de constater que la décision administrative déferée a été prise le 19 février 2010, soit antérieurement à la demande de communication du dossier adressée le 16 mars 2010 au ministère, de sorte que ladite demande ne saurait avoir une incidence sur la légalité de la décision critiquée. Il s'ensuit que le moyen d'annulation tiré d'une violation de l'article 11 du règlement grand-ducal précité du 8 juin 1979 est à rejeter pour ne pas être fondé.

Il convient encore de relever à titre superfétatoire que les droits de la défense du demandeur n'ont pas été lésés en l'espèce.

Ainsi, le demandeur a utilement pu assurer sa défense à travers l'introduction d'un recours contentieux. Par ailleurs, il ressort du dossier administratif versé en cause que,

¹ cf. trib. adm. 9 juillet 2009, n°25142 du rôle et trib. adm. 6 octobre 2009, n° 25201 du rôle, disponibles sur : www.jurad.etat.lu/

par courrier du 22 mars 2010, une copie du dossier a été transmise par le ministre au mandataire du demandeur. S'il ne ressort certes pas dudit courrier si l'intégralité du dossier administratif a été communiquée, force est de constater qu'au cours de la procédure contentieuse, le délégué du gouvernement a déposé le dossier administratif au greffe du tribunal administratif. Même à supposer que le mandataire du demandeur n'ait pas pu prendre position dans la requête introductive d'instance par rapport à l'intégralité des pièces figurant au dossier administratif, il disposait toutefois de la possibilité d'y prendre position oralement lors des plaidoiries. S'y ajoute que le demandeur disposait, pour autant que de besoin, de la possibilité de demander au président du tribunal administratif, ou au président de chambre l'autorisation de déposer un mémoire supplémentaire, lui permettant de prendre position par rapport aux pièces contenues dans le dossier administratif, ceci, en vertu de l'article 7, paragraphe 3 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, possibilité dont il n'a cependant pas fait usage.

Quant au moyen du demandeur suivant lequel le ministre n'aurait pas pris en compte le CD qu'il aurait déposé au ministère, force est au tribunal de constater que contrairement aux affirmations du demandeur, il ressort du dossier administratif versé en cause que le ministre a fait traduire les informations enregistrées sur le CD concerné. En effet, le document intitulé « *Dossier R-8389 Traduction d'un document audio-visuel enregistré sur DVD-R* », datant du 2 avril 2009 comprend la description et la traduction de deux reportages figurant sur le CD.

Le moyen afférent du demandeur est partant à rejeter pour manquer en fait.

Quant aux faits, le demandeur déclarant être originaire de la Biélorussie, explique avoir exercé entre autres le métier de garde du corps au sein du service particulier de la sûreté de l'Etat de la CEI responsable pour l'Union biélorusse. Il aurait travaillé comme collaborateur hors cadre de ce service et aurait occasionnellement été le garde du corps de son frère. A part ces activités, il aurait exploité un commerce de viande sur un marché.

Vers la fin des années 1990, le service de sûreté pour lequel il aurait travaillé aurait disparu et les membres de ce service auraient été recherchés et éliminés par les membres du nouveau service secret propre à la Biélorussie.

Dans ce contexte, le frère du demandeur aurait été assassiné ou du moins aurait disparu. Le demandeur lui-même, en tant que garde du corps et dépositaire d'un CD comportant certaines informations, aurait été persécuté et torturé.

Le demandeur reproche d'abord au ministre d'avoir retenu un manque de crédibilité de son récit. Il explique que contrairement aux affirmations du ministre il ne serait pas peu crédible qu'il ait enterré ses papiers au lieu de les remettre à sa mère ou à son épouse, puisqu'il aurait agi dans la précipitation et dans le souci de protéger sa famille.

Quant au reproche du ministre relatif au caractère confus et contradictoire du récit, le demandeur explique qu'il aurait été séquestré et qu'on lui aurait administré des substances entraînant la perte d'une partie de sa mémoire. De ce fait, il suivrait actuellement un traitement psychiatrique, mais il serait impossible au médecin d'établir un certificat attestant que le demandeur aurait perdu une partie de sa mémoire. Pourtant, le fait même qu'il ne se souvienne que rarement de certains éléments serait la preuve que sa mémoire aurait souffert.

Il estime qu'en ce qui concerne les faits personnels, son récit serait parfaitement cohérent. Il conteste l'affirmation de l'Etat selon laquelle il n'aurait pas su dire le nom et l'adresse de son frère et de sa belle-sœur.

Il insiste sur le fait que la place occupée par son frère en tant que chef des services particuliers de la sûreté pour les Etats de la CEI en ce qui concerne les rapports Russie/Biélorussie, aurait été très importante.

Enfin, les séquelles suite aux mauvais traitements et tortures qu'il aurait subis seraient toujours présentes.

Le demandeur conclut qu'il y aurait lieu de réformer la décision déferée et de lui accorder la protection internationale ou du moins le statut de la protection subsidiaire.

Le délégué du gouvernement affirme que le récit du demandeur serait peu crédible. Il serait ainsi peu vraisemblable que le demandeur soit interrogé sur son frère et sur l'endroit où serait caché un CD et qu'en même temps on lui administre des médicaments pour lui faire perdre la mémoire. De plus, le demandeur aurait ignoré l'adresse de son frère et aurait hésité sur le nom de sa belle-sœur.

Par ailleurs, la fonction de garde du corps de son frère n'aurait pas placé le demandeur dans une position particulièrement exposée, d'autant plus que son frère aurait disparu régulièrement pour de longues années, de sorte que la fonction de garde du corps du demandeur n'aurait été que sporadique. D'ailleurs, le demandeur aurait cessé cette fonction en 1990 avec la suppression du service secret.

Enfin, le délégué du gouvernement soutient que la situation en Biélorussie serait en cours d'évoluer positivement. L'Union européenne aurait suspendu ses sanctions à l'encontre de ce pays et de son président Loukachenko et aurait renoué les contacts politiques avec la Biélorussie après la libération de certains détenus considérés comme « politiques ».

Aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « réfugié » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du*

fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...) ».

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Dans le cadre de l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, l'examen fait par le tribunal ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il apprécie également la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur. A défaut de pièces, le demandeur d'asile doit du moins présenter un récit crédible et cohérent. En effet, la crédibilité d'un demandeur de protection internationale constitue un élément d'appréciation fondamental dans l'appréciation de la justification d'une demande d'asile, spécialement lorsque des éléments de preuve matériels font défaut.

La décision déferée du 19 février 2010 retient que les « *dires du demandeur sont trop peu crédibles pour que l'on puisse y ajouter foi* » et qu'ils peuvent tout au plus refléter un sentiment d'insécurité, mais non pas une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève et de la loi du 5 mai 2006. La décision déferée est partant basée principalement sur le constat d'un défaut de crédibilité et de cohérence au niveau du récit présenté par Monsieur ... à l'appui de sa demande de protection internationale.

A cet égard, le tribunal retient d'abord que le ministre a estimé à bon droit qu'il est invraisemblable que les persécuteurs du demandeur l'aient arrêté et maltraité pour obtenir des informations sur son frère et l'endroit où serait caché un CD et qu'ils lui aient en même temps administré des substances afin de lui faire perdre la mémoire.

Le ministre a de même à bon droit mis en cause la crédibilité du récit du demandeur, étant donné que celui-ci affirme, d'un côté, avoir été le garde du corps de son frère et ne sait, d'un autre, côté qu'affirmer que son frère habite en Ukraine sans pouvoir indiquer son adresse. De plus, le demandeur a fortement hésité sur le nom de la femme de son frère pour affirmer finalement : « *Je pense qu'elle s'appelle comme ma femme : ...* ».

Le tribunal relève ensuite que l'incohérence du récit du demandeur se traduit également par le fait qu'il est incapable d'indiquer des dates, même approximatives, de divers événements, tels que ses arrestations, les disparitions de son frère ou l'annonce du décès de son frère. Par ailleurs, le demandeur hésite sur le nombre de fois où il aurait été emprisonné et sur la question de savoir s'il avait été hospitalisé en raison des mauvais traitements apparemment subis.

Si le demandeur essaye de justifier, dans la requête introductive d'instance, son récit lacuneux et incohérent par l'effet sur sa mémoire des substances qui lui auraient été administrées, le tribunal constate toutefois qu'il reste en défaut de produire un certificat médical lui attestant des trous de mémoire. S'il peut, tel que l'affirme le demandeur, éventuellement être difficile, voire impossible pour un médecin de se prononcer quant à l'état de la mémoire d'une personne, il n'en demeure pas moins que le demandeur aurait pu verser un certificat médical attestant du moins le fait qu'il suit un traitement psychiatrique régulier et indiquant éventuellement les raisons de ce traitement. Or, le demandeur est resté en défaut de verser un tel certificat. Le demandeur n'a partant pas fourni d'explication plausible aux trous de mémoires allégués.

De même, le demandeur affirme toujours souffrir des séquelles laissées par les coups de matraques sur la plante de ses pieds. Toutefois, il ne verse aucun certificat médical y relatif et, de surplus, il ne contredit pas l'agent chargé de mener l'entretien lorsque ce dernier lui oppose que les séquelles ne l'empêcheraient apparemment pas de jouer au football.

Force est dès lors au tribunal de constater que le demandeur n'a pas fourni d'explications satisfaisantes susceptibles d'élucider sa situation au regard des incohérences et invraisemblances constatées, de sorte que le tribunal ne peut que constater que la crédibilité du récit du demandeur reste sérieusement ébranlée.

Des éléments qui précèdent, il se dégage que le récit incohérent et peu crédible du demandeur n'est pas de nature à établir l'existence d'une persécution ou d'une crainte de persécution susceptible de justifier la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef au sens de la Convention de Genève et de la loi du 5 mai 2006.

Quant au volet du recours ayant trait à la protection subsidiaire, il convient d'ajouter que dans la mesure où le tribunal estime que les faits invoqués par le demandeur pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de toute crédibilité, il n'aperçoit aucun élément susceptible d'établir, sur base des mêmes événements, qu'il existerait un risque de subir des atteintes graves, telles que la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, ou des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, au sens de la loi du 5 mai 2006.

Il se dégage de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a déclaré la demande de protection internationale du demandeur comme non justifiée et que le recours en réformation est à rejeter comme non fondé.

2. Quant au recours tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans une décision statuant sur une demande de protection internationale, le recours en annulation introduit contre pareil

ordre contenu dans la décision déferée du 19 février 2010 est recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre en matière de protection internationale vaut ordre de quitter le territoire.

Le demandeur sollicite l'annulation de l'ordre de quitter le territoire au motif que le ministre aurait rejeté à tort sa demande de protection internationale.

Le tribunal vient cependant de retenir que le demandeur ne remplit pas les conditions pour prétendre au statut conféré par la protection internationale, de sorte que le ministre a valablement pu émettre un ordre de quitter le territoire. En l'absence d'autres moyens présentés par le demandeur, le tribunal ne saurait utilement remettre en cause ni la légalité, ni le bien-fondé de la décision déferée portant ordre de quitter le territoire.

Partant, le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 19 février 2010 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre la décision ministérielle du 19 février 2010 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Françoise Eberhard, juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 15 septembre 2010 par le vice-président, en présence du greffier Luc Rassel.

s. Luc Rassel

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 16.09.2010

Le Greffier du Tribunal administratif